



De l'obscurantisme vert au vandalisme d'État
Par Dominique Lecourt, Directeur de l'Institut Diderot*

L'exaspération monte parmi les responsables des institutions de la recherche publique qui travaillent sur les organismes génétiquement modifiés. Douze d'entre eux se sont regroupés autour de la direction de l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) pour protester contre la décision de la Cour d'appel de Colmar, le 14 mai dernier, d'accorder la relaxe à 54 « faucheurs volontaires » inspirés par l'idéologie joséboviste. Les agitateurs condamnés en première instance s'étaient retournés contre l'INRA.

Ils avaient pourtant saccagé une vigne expérimentale précieuse pour lutter contre des micro-organismes destructeurs de nos vignes. Des années de travail ! L'enjeu global n'était pas mince puisque les vins et spiritueux représentent pour notre pays un marché de près de 11 milliards d'euros à l'export ! Les dégâts économiques de cette relaxe risquent donc d'être très lourds. On peut s'étonner d'un tel laxisme qui a conduit la Cour à récuser l'expertise portant sur le travail d'un institut public classé 1er en Europe pour ses publications en sciences agricoles, sciences des plantes et de l'animal. Cette expertise réalisée par le Haut Conseil des Biotechnologies, l'instance indépendante chargée d'éclairer la décision publique sur toutes questions intéressant ces domaines, concluait que l'expérimentation telle qu'elle était décrite ne présentait pas de risques identifiables pour la santé humaine, ou animale ni pour l'environnement. On peut donc parler d'un véritable revirement. Il s'inscrit dans une tradition de défiance et d'agressivité contre la recherche scientifique et les industriels de la part des militants de la Confédération paysanne. Chacun se souvient des images désolantes d'escadrons des Compagnies Républicaines de Sécurité lourdement équipés observant placidement, il y a plus de dix ans, le saccage surmédiatisé des cultures expérimentales du même Institut.

On vient de faire un pas de plus sur cette voie politiquement périlleuse. Nous découvrons, le 6 juin 2014, l'État lui-même se faisant faucheur. 11 hectares de maïs OGM ont été détruits dans le sud-ouest de la France. Et cette destruction a été faite au nom de la loi sous la protection des gendarmes ! On est tenté de parler d'un vandalisme d'État. Les autorités n'ont pas hésité à disperser par la force la quarantaine d'exploitants agricoles qui tentaient de faire respecter un référé. Parmi ces agriculteurs monte donc aussi l'exaspération. Le gouvernement devrait prendre garde à ne pas susciter de modernes jacqueries... Pour l'heure, José Bové a gagné. Face à ses militants vandales et aux discours enflammés de l'obscurantisme vert, l'État a pris le relais des agitateurs. Comme l'écrit Le Monde daté du 13 juin 2014 avec un soulagement visible, la France pourra dire non aux OGM alors que leur culture est autorisée dans la plupart des pays européens. Quitte à en importer en masse... Cette attitude relève sans doute de la fameuse exception française au même titre que la phobie des ondes, l'épouvante face aux nanotechnologies et, maintenant, le recul devant l'exploitation du gaz de schiste...

Inscrit en 2005 dans notre Constitution au terme de fiévreuses discussions, le « principe de précaution » se révèle désormais porteur d'un redoutable message de suspicion. Il rassemble en son énoncé tous les arguments de ceux qui ont cessé de ressentir l'attrait de l'inconnu pour se laisser guider par la peur de l'incertain. Ce Principe était supposé rassurer le peuple français. Il nourrit l'angoisse des citoyens. Il dessine pour l'avenir la figure de l'« homme précautionneux » replié sur son confort illusoire. Apporter d'avance « la preuve de l'absence de risque » d'une quelconque entreprise excède les possibilités de la condition humaine. On demande de prévoir l'imprévisible. Autre tour de force qui demanderait que nous nous affranchissions de nos limites ! Non, il n'est pas possible d'apporter la



preuve d'une absence de risque. Conscience prise du risque potentiel, on peut - on doit - faire l'effort intellectuel et physique indispensable non seulement pour l'avérer (ou non) mais pour le surmonter. Toutes ces exécutions et ces inhibitions mises en scène par les médias flattent une partie de l'opinion publique peu soucieuse d'approfondir ses connaissances. Et l'on voit la France, autrefois si fière de ses réalisations technologiques les plus ambitieuses, partout reculer dans les classements économiques et universitaires internationaux. Elle se ridiculise en apportant crédit à des « recherches » farfelues.

Mais le plus grave est sans doute d'ordre moral. Quel pays sommes-nous donc ? Les français ne le savent plus. Une certaine vulgate d'inspiration rationaliste a longtemps imposé l'idée simpliste que nous étions le « pays des Lumières ». Le savant et l'ingénieur apparaissaient comme les héros de la pensée rationnelle et les promoteurs de la démocratie, l'un confortant l'autre dans un processus progressif sans autre fin assignable que le royaume de la liberté.

Cette vision de l'histoire a été de toutes pièces fabriquée par les dirigeants politiques de la IIIème République. Ils ont inventé le mot « scientisme » (en un sens tout positif) pour la désigner. Grâce à la science « positive », systématiquement appliquée, tout mystère serait appelé à disparaître de la vie humaine. Un monde sans dieu était annoncé ou le pouvoir des prêtres serait voué à l'extinction. Nos dirigeants républicains ont peu à peu « oublié » les luttes parfois très sanglantes au prix desquelles s'est imposée cette philosophie à l'issue de la Révolution. Est-il vraiment indécent, voire « ridicule », de rappeler le sort très funeste de l'astronome Bailly, du chimiste Lavoisier ou de Condorcet qui furent conduits à l'échafaud et guillotins. Les sans-culottes n'avaient aucun goût pour ces savants reconnus et considérés comme des aristocrates. Leur hostilité n'était pas moins forte à l'égard des institutions scientifiques, vues comme des survivances de l'Ancien Régime. L'Académie des Sciences paya un lourd tribut à cette haine mortifère. On exigeait, non sans vociférations, une science compréhensible par tous et dont les recherches fussent immédiatement utiles au peuple. Lyssenko n'est pas loin !

Bref, en France, il y a eu - il y a - Lumières et Lumières. Aujourd'hui, après avoir conçu le progrès comme « développement de l'ordre » (Comte) pour terminer la Révolution, nous voici revenus au temps des grands saccages. Savants et ingénieurs, les héros d'antan, sont suspectés de complicité avec des forces économiques, dénoncées à l'occasion comme le mal même. L'expertise scientifique est partout suspecte, prétendument soumise à des conflits d'intérêts insurmontables. Tout scientifique travaillant dans un laboratoire ne se trouve-t-il pas en contact avec une ou plusieurs entreprises dont le profit est le but ? Comment dans ces conditions parler d'expertise « indépendante » ? Celle de chercheurs n'ayant aucun lien avec l'industrie ? Nos écologistes ont inventé un concept introuvable. J'appelle cette nouveauté « l'expertise ignorante » !

Certes, il apparaît impératif de poser des questions de fond sur l'intérêt de tel ou tel OGM du point de vue de son impact sur l'environnement, de son incidence sur la santé humaine et animale, de son impact sur l'environnement naturel et social. Monsanto n'est pas un ange, et les méthodes des laboratoires pharmaceutiques sont parfois très éloignées de la charité chrétienne ou du simple « droit de l'homme », mais ce sont précisément les questions que le CIRAD, l'INRA ou l'IRD traitent en particulier dans leurs comités d'éthique et de déontologie. On n'en finit plus dans notre pays d'instruire le procès de la science. Ce qui n'empêche pas de porter au pinacle les jeunes cerveaux inventifs pour peu qu'ils inventent dans la Silicon Valley, à Shanghai ou à Bangalore.

Les racines du malaise qui, chez nous, affecte si profondément l'esprit public sont très profondes. Philosophiquement, s'esquisse un nouveau rapport au savoir et à la politique. Anthropologiquement, se profile un être humain de nouvelle facture. Prenons acte de ce que nul ne sait plus ce qu'est le socialisme. Craignons qu'il ne nous reste que la barbarie.

** Philosophe, professeur émérite des universités, ancien Recteur d'académie, auteur de plus d'une trentaine d'ouvrages, il dirige l'Institut Diderot, un think tank dont l'ambition est de favoriser une vision prospective sur les grands thèmes qui préoccupent les sociétés contemporaines.*

[top]

Archives

• Cliquez-ici pour retrouver l'ensemble des articles de La Revue Parlementaire depuis le 1er décembre 2005

